

## AUTOUR DES INTERNATIONAUX, AU CONGRÈS DE LA PAIX, À GENÈVE - 1867 (\*)...

Le mardi (\*\*), à deux heures, s'ouvrit la seconde séance du Congrès...

La parole est à M. Jousserandot. Connaissez-vous cet orateur? C'est un avocat savoisien, qui fait des conférences, et qui en a fait un piteux souvenir à Neuchâtel. M. Jousserandot se présente pour protester contre l'*Adresse du Congrès des travailleurs*, lue la veille. Dans cette *Adresse*, la classe ouvrière est désignée comme étant exploitée, et ses exploités seraient les patrons, les capitalistes, les commanditaires, etc... Or, il n'est pas vrai que la société actuelle présente deux camps opposés. (Cris divers: *Oui! Oui! Non! Non!*). M. Jousserandot demande l'insertion au procès-verbal de sa protestation, qui est signée en outre par MM. de Molinari, Dameth, Cherbuliez, Schmidlin, et quelques autres.

Par un hasard presque amusant, c'est Stampa qui succède à la tribune à M. Jousserandot. Il vient, comme représentant du *Conseil central des associations ouvrières d'Italie*, annoncer son adhésion à l'*Adresse du Congrès de Lausanne* (Sensation, applaudissements). On entoure le bon vieux Stampa en lui serrant la main.

Mais le président annonce qu'Edgar Quinet a la parole. L'illustre proscrit monte à la tribune au milieu des bravos et des cris de *Vive Edgar Quinet!* Il tient un papier à la main, et, quand le silence est rétabli, il lit le fameux discours que tous les journaux ont reproduit.

J'avoue que l'audition de ce discours fut pour moi une sorte de déception. En songeant à Edgar Quinet, je m'étais toujours représenté la figure mystique, poétiquement vaporeuse, du jeune auteur d'*Ahasvérus*; j'avais peine à le reconnaître dans ce vieillard à la voix grave et cavernueuse, à l'accent lugubre, au geste tragique...

L'assemblée avait écouté le discours de Quinet dans un silence respectueux. Lorsqu'il eut achevé de prononcer ses dernières paroles, de sympathiques applaudissements s'élevèrent de tous côtés, et de nombreux groupes de Français se pressèrent aux abords de l'estrade pour serrer la main de l'éloquent exilé.

Mais le président (1) prononce ces paroles, qui me font tressaillir: «*Le citoyen Eugène Dupont, de Londres, délégué de l'Association internationale des travailleurs, a la parole*». Je n'avais pas été prévenu, et j'ignorais ce que Dupont allait dire. Je m'en informai avec quelque inquiétude à mes voisins, qui me répondirent: «*Soyez tranquille, tout ira bien*».

Dupont monte les degrés de la tribune avec beaucoup de sang-froid, et promène son regard sur l'assemblée impatiente. Il voit un grand nombre de figures sympathiques, et aussi pas mal de figures hostiles, qui semblaient attendre du délégué socialiste une déclaration de guerre.

Il commença en ces termes: «*Citoyens, le plus chaud partisan de la paix perpétuelle, c'est incontestablement le travailleur; car c'est lui que le canon broie sur le champ de bataille, c'est encore lui dont le travail et les veilles alimentent le budget de la guerre. Donc, à ce point de vue, il veut la paix. Mais la paix n'est pas un principe, elle ne peut être qu'un résultat.*

*Croyez-vous, citoyens, que vous pourrez l'atteindre par le moyen qu'on vous a proposé hier, en créant une religion nouvelle? Non, n'est-ce pas?».*

A ces paroles inattendues, Garibaldi, qui était assis sur l'estrade, précisément au-dessous de l'orateur, lève la tête et se met à regarder fixement Dupont.

(\*) Titre choisi par *Anti.mythes*.

(\*\*) 10 septembre 1867 (*Note A.M.*).

(1) Le président était M. Jolissaint, avocat bernois, élu la veille en remplacement du président provisoire Jules Barni.

«Loin d'en créer une nouvelle, la raison doit détruire celles qui existent. Toute religion est un despotisme qui a aussi ses armées permanentes, les prêtres.

*Est-ce que ces armées-là n'ont pas fait au peuple des blessures plus profondes que celles qu'il reçoit sur le champ de bataille? Oui! ces armées-là ont faussé le droit, atrophié la raison!*

*Ne débarrassez pas les casernes pour en faire des églises. Faites table-rase des deux!».*

(Ici Garibaldi quitte son attitude expectante, et applaudit avec vivacité. L'assemblée l'imita, et Dupont attend pour continuer que les bravos aient cessé).

«Maintenant abordons un autre sujet, la suppression des armées permanentes. Croyez-vous, citoyens, que lorsque ces armées permanentes seront dissoutes et transformées en milices nationales, nous aurons la paix perpétuelle? Non, citoyens, la révolution de juin 1848 est là pour répondre...

*Pour établir la paix perpétuelle, il faut anéantir les lois qui oppriment le travail, tous les privilèges, et faire de tous les citoyens une seule classe de travailleurs. En un mot, accepter la révolution sociale avec toutes ses conséquences».*

Une partie de l'assemblée applaudit chaleureusement. Dupont, descendu de la tribune, reçoit les félicitations de la gauche.

On entend ensuite un orateur allemand, M. Borkheim et un orateur genevois, M. Carteret. Le discours de ce dernier me paraît des plus insipides...

Ce discours de Borkheim (un journaliste allemand, ami de Karl Marx, et collaborateur de l'organe radical *die Zukunft*, de Berlin), si peu intéressant et si peu important que je ne crus pas devoir lui consacrer une ligne de mon compte-rendu, exposait cette thèse que pour assurer la paix de l'Europe, il fallait déclarer la guerre à la Russie. Les lettres de Marx à Kugelmann, publiées en 1902 dans la *Neue Zeit*, m'ont appris ce fait, qu'en prononçant ce discours Borkheim n'avait fait que suivre les instructions que Marx lui-même lui avait envoyées par lettre. Après le Congrès, Borkheim, «très vaniteux» (*grundeitel*), publia son œuvre en une brochure qu'il orna d'une préface «baroque et ridicule» (*barock und geschmacklos*). La publication de cette brochure causa de vives alarmes à Marx: il craignait qu'on en prit texte dans la presse allemande, pour nuire à son prestige personnel (il venait de publier le premier volume du *Kapital*) en se moquant de Borkheim et en rendant Marx responsable des sottises de son ami. Il se sentait dans une «fausse position», car Borkheim n'était pas défendable; «il manque complètement de tact et de goût, ainsi que des connaissances nécessaires; il ressemble aux sauvages, qui croient s'embellir en se tatouant le visage de toutes sortes de couleurs criardes», - et d'autre part Marx n'aurait pas osé le désavouer publiquement, parce que Borkheim n'eût pas manqué alors de montrer la lettre qu'il avait reçue de l'auteur du *Kapital*. Les lettres que Marx a écrites à Kugelmann à ce propos (11 et 15 octobre 1868), et desquelles j'ai extrait ce qui précède, sont à la fois amusantes et instructives. Il conclut ainsi: «Je suis puni par où j'ai péché... J'aurais dû réfléchir que Borkheim, obéissant à son naturel, enfreindrait infailliblement les sages limites que lui prescrivait ma lettre. La seule tactique à suivre, maintenant, est celle-ci: se taire, aussi longtemps que nos ennemis ne parleront pas [de la brochure de Borkheim]; s'ils parlent et s'ils veulent me rendre responsable, faire des plaisanteries sur ce thème, qu'ils sont forcés de m'attribuer les frasques de Borkheim, pour se dispenser d'avoir à répondre à mon livre» (\*\*\*)

Celui qui succède à M. Carteret ne lui ressemble guère. C'est M. Bakounine, le proscrit russe, qui a été condamné à la déportation par le gouvernement du tsar, et qui s'est sauvé de la Sibérie par l'Amérique. C'est un vieillard de haute taille, à l'air majestueux, à la voix vibrante. Il est salué par des applaudissements.

Il commence par déclarer que si quelqu'un désire le maintien de l'empire russe, il doit approuver l'écrasement de la Pologne. «Au point de vue du patriotisme national, dit-il, il est impossible de vouloir la grandeur de la Russie et de maudire en même temps les bourreaux de la Pologne. Mouravief n'est en définitive que le premier patriote russe... Dans la guerre qui se prépare pour un temps prochain, et dans laquelle l'empire russe devra intervenir, nous devons désirer que la Russie soit battue, et je fais des vœux pour cela» (Applaudissements unanimes).

«Nous savons, ajoute M. Bakounine, que la Russie ne se relèvera qu'en adoptant les principes du fédéralisme et du socialisme, n'en déplaise à M. de Molinari qui a protesté contre les socialistes». (Bravos à gauche. Une partie de l'auditoire, s'apercevant qu'elle a affaire à un socialiste, semble regretter ses premiers applaudissements).

(\*\*\*) Ce paragraphe est, dans l'ouvrage de James GUILLAUME, une note de bas de la page 51, à proximité immédiate du paragraphe précédent et visé. Je l'ai mis ici, cette place me semblant bien approprié. (Note A.M.).

M. Bakounine développe en quelques mots ses théories fédéralistes; il parle contre la centralisation, contre l'esprit de nationalité. On applaudit, et, quand il a fini, on l'entoure pour le féliciter (2).

Le président lève la séance. Garibaldi, en traversant la salle, reçoit encore une ovation d'adieu. Il doit quitter Genève le lendemain matin.

Nous discutons, en nous promenant, sur la signification des incidents divers de cette seconde séance du Congrès. Pour nous, socialistes, nous étions satisfaits. La franche déclaration faite par Dupont avait été bien accueillie par les démocrates avancés de l'assemblée; Garibaldi y avait applaudi; par contre, la protestation des économistes contre l'*Adresse du Congrès ouvrier* avait été reçue avec une défaveur visible. Nous repassons tous les discours prononcés, et nous trouvons dans plusieurs des paroles amies: le président Jolissaint avait cité Proudhon. Bakounine s'était déclaré socialiste, Charles Lemonnier, parlant au nom de la démocratie française, avait paru pencher de notre côté.

Comme nous causions ainsi, nous sommes arrêtés dans la rue par un citoyen qui paraissait connaître mes camarades. Je demande son nom. C'est Gustave Chaudey.

Gustave Chaudey, l'exécuteur testamentaire de Proudhon, l'éditeur du dernier livre du grand socialiste, *De la capacité politique des classes ouvrières*, m'était connu depuis longtemps par un ami commun (4). Je fus heureux de le rencontrer et d'échanger avec lui une fraternelle poignée de main. Nous causâmes des tendances et de l'esprit du Congrès, de la couleur socialiste de quelques-uns des discours, de la réputation d'une certaine partie de l'assemblée à l'endroit de la réforme sociale.

«Pour moi, nous dit Chaudey, je crois qu'il sera très facile de s'entendre et d'amener une conciliation complète. Vous êtes venus ici pour poser la question sociale à côté de la question politique; vous craignez de rencontrer de l'opposition chez les démocrates bourgeois; eh bien, je suis sûr que la majorité de l'assemblée est bien disposée pour vous, et je me charge de porter à la tribune les termes d'une transaction qui sera acceptée par tous».

Il nous développa ses idées, et nous nous séparâmes après avoir expressément donné à Chaudey le mandat d'intervenir le lendemain dans la discussion comme tiers, et de faire une tentative de conciliation entre le socialisme de Lausanne et la démocratie politique bourgeoise, initiatrice du Congrès de la Paix.

Après souper (5), De Paepe et moi cheminions côte à côte dans les rues Basses, lorsqu'un passant nous arrête et nous saute au cou avec une vivacité tout italienne. C'était notre vieux papa Stampa, qui nous embrassa et nous serra la main avec effusion. Nous n'eûmes pas besoin de l'interroger sur les causes de ce transport; il prévint nos questions, et nous dit d'une voix tout ému: «Mes amis, que je suis heureux! Je viens de souper avec Garibaldi, et maintenant je sais tout! Ceci est une confidence que je vous fait, mais que je ne fais qu'à vous: j'ai besoin d'en parler quelqu'un. Au dessert, Garibaldi m'a pris à part et m'a dit: «Avant la fin du mois, nous serons à Rome!!!».

De Paepe et moi poussons une exclamation de surprise. Stampa nous raconte en détail le souper et les conversations, et l'on comprendra que je m'abstienne de reproduire cet entretien. Quant à la révélation des projets de Garibaldi sur Rome, nous l'avons religieusement gardée pour nous aussi longtemps qu'il a pu être nécessaire; mais aujourd'hui que la tentative des révolutionnaires italiens a fini par une si triste catastrophe (6), et que l'Europe connaît tous les détails de cette lugubre histoire, j'ai cru pouvoir dire ce que Stampa nous

(2) L'impression produite par le discours de Bakounine est indiquée par le début du discours que Charles Longuet prononça le lendemain. Parlant des idées qu'il croyait utile de développer, Longuet dit: «Quelques-uns des orateurs qui m'ont précédé à cette tribune les ont déjà émises, et hier un proscrit de la Russie du tsar, un grand citoyen de la Russie future, Bakounine, les exprimait avec l'autorité du lutteur et du penseur».

(3) Dans le discours qu'il avait prononcé en prenant possession du fauteuil se trouvait cette phrase: «Puisse ce Congrès être une manifestation imposante, noble, et digne de cette grande pensée de Proudhon: L'humanité moderne ne veut plus la guerre!».

(4) Gustave Chaudey avait rédigé à Neuchâtel pendant plusieurs années le journal *l'Indépendant*. L'ami commun était M. David Perret père.

(5) Après le dîner.

(6) Le combat de Mentana, où «les chassepots firent merveille» (3 novembre 1867).

avait appris: c'est que Garibaldi, en venant au Congrès de Genève, avait déjà arrêté son plan de campagne, et que, lorsqu'il signifiait aux applaudissements de son auditoire la déchéance de la papauté, il avait déjà la main sur la garde de son épée pour exécuter l'arrêt prononcé par lui et ratifié par la démocratie européenne.

Stampa ajouta que Garibaldi désirait nous voir, nous et nos amis, le lendemain à huit heures, avant son départ. Il avait dit à Stampa: «*Je voudrais surtout voir ce jeune homme (Dupont) qui a parlé de religion nouvelle et qui m'a contredit; j'aurais bien des choses à lui dire*».

Nous promîmes de nous rendre le lendemain au palais Fazy, et nous quittâmes Stampa pour aller achever la soirée au *Cercle international*. Plusieurs sociétaires avaient amené là leurs familles: des chansons et des déclamations nous entretenirent très agréablement jusqu'à onze heures du soir. La tribune fut successivement occupée par Albert Richard, de Lyon, Dupont, Vasseur, Tolain, De Paepe, etc...

Le lendemain, mercredi, Garibaldi reçut à six heures du matin Cremer et Odger, les délégués de la *Reform League*; à sept heures, Jules Vuilleumier, qui représentait la *Société de la libre-pensée* de la Chaux-de-Fonds; à huit heures, les délégués du Congrès ouvrier qu'il avait désiré de voir. Cette fois, De Paepe avait consenti à paraître à l'audience du héros; il y avait en outre avec nous Tolain, Dupont, Chemalé, Fribourg, Murat, et quelques autres.

Garibaldi, s'adressant à Dupont, lui dit qu'il ne fallait pas se méprendre sur le sens des mots prononcés par lui, la religion universelle de Dieu; qu'il n'entendait point par là un culte ou une religion dogmatique; que le mot religion avait été dans sa bouche synonyme de science ou de raison.

Fribourg, ou un autre Parisien, parla de cette déclaration de Garibaldi: «*L'esclave a toujours le droit de faire la guerre au tyran*»; il dit que cette maxime était aussi la nôtre, mais que nous l'entendions dans son sens le plus large.

- *Comment?* demanda Garibaldi.  
- *Vous ne parliez peut-être que de tyrannie politique; mais nous ne voulons pas non plus de tyrannie religieuse.*  
- *Je suis d'accord avec vous,* dit Garibaldi.  
- *Nous ne voulons pas non plus de tyrannie sociale.*  
- *Je suis encore d'accord. Guerre aux trois tyrannies: politique, religieuse, et sociale. Vos principes sont les miens.*

Et Garibaldi distribua des poignées de main à droite et à gauche. De Paepe et moi, nous nous étions bornés à écouter la conversation, et, quand les poignées de main commencèrent à aller leur train, nous nous tîmes en arrière, pensant qu'il fallait autant que possible diminuer la corvée du grand homme.

Nous quittâmes ensuite le général, fort satisfaits de ses déclarations et de la simplicité qu'il avait mise dans la conversation, dont je n'ai pu rapporter qu'une partie. Je rentrai à l'hôtel avec De Paepe, et je m'occupai à traduire en français deux discours que Cremer et Odger avaient l'intention de prononcer dans la séance de l'après-midi, pendant que De Paepe écrivait de son côté le discours qu'il lut le lendemain.

Ma tâche achevée, j'allai rejoindre les Parisiens dans un petit café de la rue du Mont-Blanc. De là, tout en discutant mutuellisme et phonographie (7), nous vîmes partir Garibaldi, qui se rendit à la gare en voiture découverte, au milieu des acclamations de la foule.

La séance du mercredi s'ouvrit à deux heures. Le fauteuil de Garibaldi était vide, aussi les bruyantes scènes d'enthousiasme des jours précédents ne se renouvelèrent pas. Au contraire, chacun prit sa place en silence: on sentait, que deux partis se disputaient le terrain, et que la lutte, jusque-là contenue peut-être par la présence du héros italien, allait devenir sérieuse. Elle débuta par les discours de Cremer et d'Odger, qui furent très applaudis; puis le professeur Karl Vogt lut, en français et en allemand ces *Dix articles contre la guerre*, de Mme Stahr (Fanny Lewald), dont la tournure humoristique a été tellement goûtée, et que toute la presse a reproduits.

L'un des secrétaires du bureau, Ch.-Louis Chassin, donna ensuite lecture du projet de résolution élaboré

(7) La question de la réforme de l'orthographe, soulevée en 1866 par un livre de M. Ed. Roux, alors professeur à Lausanne, m'intéressait vivement à ce moment, et j'en avais fait l'objet d'un rapport au Congrès de Lausanne.

par le Comité directeur. Ces résolutions ont été imprimées dans tous les journaux; je n'en relèverai que les deux points qui intéressaient spécialement les délégués du Congrès ouvrier, et qui montraient que le Comité directeur était disposé à donner satisfaction aux vœux des socialistes.

L'un des considérants disait: *«Considérant que l'existence et l'accroissement des armées permanentes constituent la guerre à l'état latent, et sont incompatibles avec la liberté et avec le bien-être de toutes les classes de la société, principalement de la classe ouvrière...»*.

Et le cinquième paragraphe des résolutions portait qu'il était du devoir des membres de la *Ligue de la paix et la liberté*: *«De faire mettre à l'ordre du jour, dans tous les pays, la situation des classes laborieuses et déshéritées, afin que le bien-être individuel et général vienne consolider la liberté politique des citoyens (8)»*.

On remarquera que les rédacteurs de ce paragraphe avaient emprunté, en partie, les termes mêmes du considérant de l'*Adresse de l'Internationale*, où il était dit que *«la paix, première condition du bien être général, doit être à son tour consolidée par un ordre des choses qui ne connaîtra plus dans la société deux classes, dont l'une est exploitée par l'autre»*.

Dans une lettre qu'il adressa au journal *le Temps*, de Paris, après le Congrès, Émile Acolas insista en ces termes sur la signification qu'il fallait donner aux résolutions présentées par le *Comité directeur*, et qui furent adoptées par le Congrès dans sa dernière séance:

*«Dès l'ouverture du Congrès, un duel à outrance semblait imminent entre le socialisme et la liberté politique. De franches et rudes paroles, exprimant des idées mal définies, avaient été prononcées par les délégués des Travailleurs de Lausanne; une protestation avait suivi (9), et, il faut le dire surtout à ceux pour qui la modération est le premier des devoirs, cette protestation appelait le combat.*

*Eh bien, le combat n'a pas eu lieu et le malentendu a cessé. Qu'est-ce que le socialisme du Congrès de Lausanne?... Est-il autre chose que l'expression d'une souffrance et la légitime volonté de voir cette souffrance s'atténuer et disparaître? Le socialisme du Congrès de Lausanne a dit son mot à Genève: «Venez à nous avec un cœur sincère; nous chercherons et nous réaliserons ensemble».*

*La politique et l'économie se sont reconnues et réconciliées dans la Justice»*.

Pour compléter ce que j'ai transcrit ci-dessus du feuillet du *Diogène*, j'ajouterai, sommairement, que dans la séance du mercredi du *Congrès de la paix* on entendit encore, entre autres, un discours de Charles Longuet et un de Gustave Chaudey; et dans celle du jeudi, un discours de De Paepe, dont je retrouve le passage principal reproduit dans le *Diogène* du 6 décembre; le voici:

*«Nous aussi, nous sommes républicains et fédéralistes; mais nous ne voulons pas d'une république nominale et d'une fédération illusoire. La république, nous la voulons dans les faits, et surtout dans les faits économiques, qui priment tous les autres à notre époque: non seulement nous ne voulons pas du monarque héréditaire qui s'appelle empereur ou roi, ni du monarque temporaire qui s'appelle président, mais nous voulons aussi supprimer le monarque appelé capitaliste, ou l'oligarchie appelée banques nationales, compagnies financières, etc..., qui régissent despotiquement la circulation des valeurs et dont la liste civile s'appelle intérêt ou dividende; mais nous voulons supprimer le monarque qui s'appelle propriétaire, qui règne en maître absolu sur le sol et dont la liste civile s'appelle rente ou fermage. Le fédéralisme, nous le voulons non seulement en politique, mais en économie sociale; nous ne voulons pas seulement décentraliser le pouvoir, mais nous voulons aussi décentraliser le capital; comme nous voulons que chaque citoyen soit son propre souverain, nous voulons que chaque producteur soit son propre capitaliste, c'est-à-dire que capital et travail soient réunis sur la même tête; comme nous voulons que la loi ne soit plus qu'un contrat entre les citoyens, c'est-à-dire un échange de services, nous voulons que la production, le commerce, le crédit, la consommation, ne soient, eux aussi, qu'un échange de services. Car à quoi servirait de décentraliser les nations, les provinces, les communes, si dans chacun de ces groupes le capital continuait à être centralisé dans les mains de quelques-uns? Dans les républiques comme dans les monarchies, n'est-ce pas le capital qui gouverne, et n'est-ce pas la misère qui fait la servitude? Fédéralisme politique suppose fédéralisme économique, sans cela ce n'est qu'un leurre; et fédéralisme économique signifie: mutuellisme, réciprocité des services et des produits, suppression de tous les prélèvements du capital sur le travail, extinction du bourgeoisisme et du prolétariat»*.

(8) Ici s'arrête la partie des *Souvenirs des Congrès de Lausanne et de Genève* qui a paru dans le *Diogène* en 1867, du numéro du 27 septembre à celui du 27 décembre. Il m'a été impossible de retrouver une collection de l'année 1868 de ce journal (ma propre collection a été perdue), en sorte que je ne puis donner la fin de ces *Souvenirs*.

(9) La protestation de M. de Molinari, Dameth, Cherbuliez et autres.

A la fin de la séance du jeudi, les radicaux et les libéraux genevois ligués contre le Congrès, et conduits par James Fazy et par Albert Wessel, tentèrent de troubler l'ordre en suscitant une bagarre: mais, malgré cette manœuvre, dont le résultat fut d'écourter la discussion, un vote put avoir lieu, qui sanctionna le projet de résolutions présenté la veille par le Comité directeur.

**James GUILLAUME.**

-----